

<p align="center">Convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'installation de constructions modulaires au Stade Ripotier</p>

Entre la Ville d'Aubenas, représentée par son Maire, Jean-Yves Meyer, dument habilité par délibération n° du conseil municipal en date du

Ci-après dénommée la Ville,

et

Le Rugby Club Aubenas Vals, dont le siège est fixé rue Ampère 07200 Aubenas, représenté par Monsieur Christian MANENT, président,

Ci-après dénommé le bénéficiaire

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

PREAMBULE

Pour les besoins de son activité, le RCAV souhaite bénéficier d'une convention d'occupation temporaire du domaine public autorisant l'installation de constructions modulaires sur un terrain situé au 17 Chemin de Saint-Pierre à AUBENAS (07200)

Article 1-Objet de la Convention

Cette convention a pour objet de fixer les modalités par lesquelles la Ville autorise le bénéficiaire à disposer de l'emplacement déterminé ci-après et d'y implanter quatre constructions modulaires à ses risques exclusifs.

En contrepartie du droit d'occuper le domaine public communal, le bénéficiaire aura à verser à la ville une redevance.

CHAPITRE 1– CONDITIONS RELATIVES A L'OCCUPATION PRIVATIVE SUR LE DOMAINE PUBLIC

Article 2-Nature de l'autorisation

La présente convention portant occupation du domaine public, ne peut ouvrir au profit du bénéficiaire, de droit quelconque, au bénéfice de la législation sur la propriété.

La présente convention est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra céder à quelque titre que ce soit, son droit d'exploiter le domaine public sous peine de résiliation immédiate.

Article 3-Modification affectant l'emplacement et son utilisation

Le bénéficiaire s'engage à respecter la destination de l'emplacement occupé et ne peut modifier en tout ou partie cette destination.

Article 4-Durée de la Convention d'occupation

La présente convention est consentie jusqu'au 30 juin 2026, conformément à l'arrêté n°2024/1471 accordant un Permis de Construire à titre précaire au RCAV représenté par Monsieur Christian MANENT, demeurant au 22, Avenue de Roqua 07200 Aubenas,

En application de l'article L.433-3 du code de l'urbanisme, à la date d'enlèvement de la construction, le bénéficiaire de l'autorisation devra remettre, à ses frais, le terrain dans son état initial.

CHAPITRE 2-MODALITES D'OCCUPATION

Article 6-Activité autorisée

La présente convention est consentie pour l'implantation de quatre constructions modulaires dont deux, non raccordées à l'électricité, pour le stockage de matériel, et deux, qui font l'objet d'un raccordement au réseau électrique, aménagées en bureau pour une activité de type administrative à l'exclusion de toute autre activité.

Article 7-Entretien et propreté du site

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux en parfait état d'entretien et de propreté. Les installations ainsi que les abords doivent toujours présenter un caractère soigné.

Article 8-Sécurité et pièces administratives

Les règles de prévention et de sécurité notamment incendie, sont à la charge de l'occupant pour l'ensemble de ses installations.

Le bénéficiaire doit fournir à la ville les pièces suivantes afin d'exercer son activité sur le domaine public :

- Une attestation de bon montage à l'issue de l'installation du matériel ; document par lequel le bénéficiaire, atteste que celui-ci a été installé et calé dans le respect des prescriptions techniques émises par son constructeur ou à défaut, dans le respect des règles de l'art,
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité,
- Une attestation d'assurance multirisque incluant notamment les garanties incendie, explosion, foudre, dégât des eaux ainsi que le recours des voisins et des tiers, pour les installations dont la convention fait l'objet.

CHAPITRE 3-CLAUSES FINANCIERES

Article 9-Redevance d'occupation du domaine public

La présente convention d'occupation du domaine public est consentie moyennant une redevance mensuelle de 150 €.

CHAPITRE 4- CONTROLES

Article 10-Contrôle de la ville

Pendant la durée de la présente convention, la ville se réserve la possibilité d'exercer un contrôle de l'entretien, un contrôle des prescriptions de sécurité, ainsi qu'un contrôle des installations électriques et notamment du compteur électrique. Ces contrôles peuvent être exercés à tout

moment et éventuellement par des agents spécialisés. Ils ne dispensent en aucun cas le titulaire d'exercer son propre contrôle, dans les conditions définies par l'article 11 de la convention.

CHAPITRE 5-RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Article 11-Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde, de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément par et /ou à l'occasion de l'occupation et/ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- Aux biens d'équipement, matériels et marchandise de toute nature
- Aux personnes physiques notamment usagers

La ville est dégagée de toute responsabilité en cas de disparition ou détérioration de matériel ou marchandises sur la parcelle du domaine public autorisée ainsi qu'en cas d'accidents survenus aux usagers ou aux personnels employés par le titulaire

Le bénéficiaire s'oblige à relever la Ville de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre ce dernier, au titre de la responsabilité qui lui incombe.

Article 12-Assurance

Le bénéficiaire doit contracter, dès réception de la présente convention, auprès de compagnies d'assurance les contrats d'assurance suivants :

- Une assurance de responsabilité civile le garantissant contre les conséquences de la responsabilité pouvant lui incomber en vertu du droit commun en raison des dommages corporels, matériels, ainsi que ceux, immatériels qui en sont la conséquence, causés au tiers, y compris les usagers, du fait de l'activité exercée dans le cadre de la présente Convention ;
- Un contrat d'assurance multirisque incluant notamment incendie, explosion, foudre, dégât des eaux ainsi que le recours des voisins et des tiers, garantissant pour leur valeur réelle le matériel, le mobilier et d'une manière générale le contenu des locaux qui lui appartient avec abandon des recours contre la ville et ses assureurs.

Article 13-Juridiction et droit applicable

La présente convention est soumise au droit français. La présente convention précaire et révocable serait résiliée de plein droit : par la Commune : dans l'hypothèse d'une utilisation non conforme à la destination de l'équipement, ou en cas de manquement à l'exécution d'un des présents articles, par l'occupant : lors du non-respect des engagements cités dans la présente convention. Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement. En cas d'échec des voies amiables, toute contestation relative à son interprétation et à l'exécution de ses conditions sera portée devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Aubenas en 2 exemplaires originaux le

Le Maire
Jean-Yves MEYER

Le Président
Monsieur Christian MANENT